

AU MEXIQUE, LE BOULEVERSEMENT DES IDENTITES : DU TERRITOIRE AUX ESPACES DE MOBILITE

Jean-Yves MARCHAL

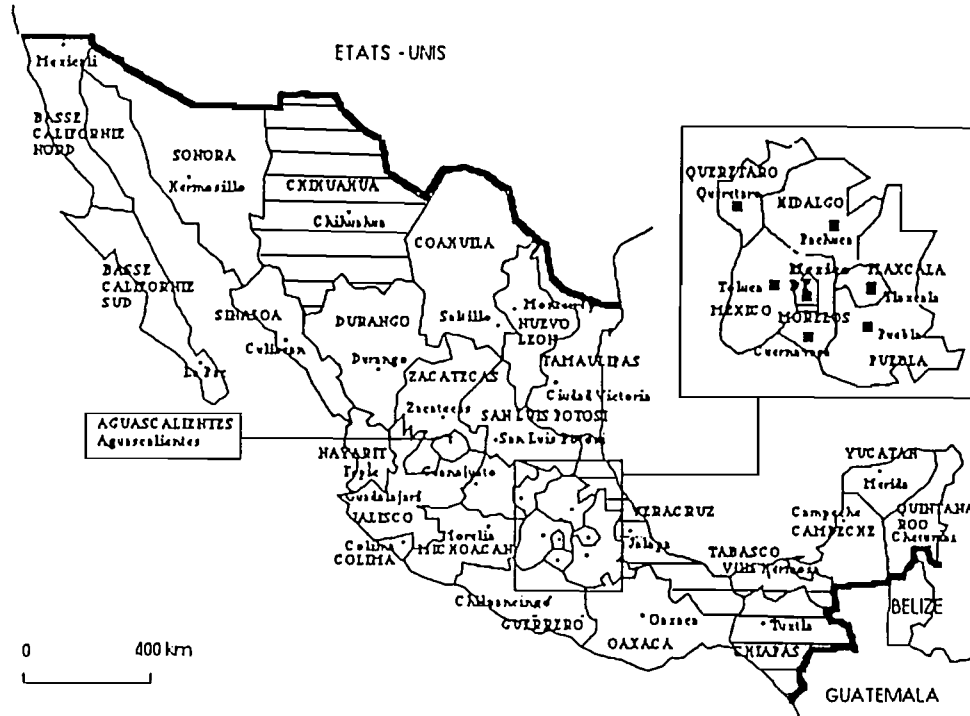
ORSTOM-El Colegio de Mexico

Offrir une sélection d'images du Mexique qui soit représentative de ses points forts actuels n'est pas tâche aisée. Le pays court à sa modernité quand mille choses le retiennent au passé, passé souvent cultivé tant par les "Politiques" que les intellectuels. Un passé parfois en harmonie, parfois en désaccord avec le présent ou, tout du moins, freinant l'évolution, la retenant pour un temps. Dans ces conditions, consacrer quelques pages à la mobilité et à son contraire, l'ancrage au territoire, c'est en partie répondre à l'actualité mexicaine, quoi qu'il faille mesurer les termes et nuancer cette dichotomie apparente, avant de rapprocher "mobilité" de "modernité" de même que "territoire" de "passé". Les articles que nous présentons s'y emploient en tentant de démontrer qu'il existe, au Mexique, une association constante entre les deux termes.

D'une part, on observe une certaine distanciation au territoire, une aptitude de la société aux migrations temporaires ou définitives et une facilité à s'adapter aux nouvelles formes d'organisation de l'espace que véhicule le changement économique. Celui-ci privilégie les systèmes organisés en pôles et réseaux (universalité des relations, interdépendance) et semble, le plus souvent, faire abstraction des contraintes liées aux patrimoines territoriaux. Les mouvements de population engendrés, à la fois, par l'important accroissement démographique et la création de complexes industriels ou agricoles (périmètres irrigués) font du Mexique un "espace-mouvement" (Pizani, 1992).

D'autre part, et bien que l'on puisse parler de "flexibilité" ou d'adaptation de la société au changement, il existe aussi des résistances, des ruptures, à prendre en compte. Et pour ce faire, s'il est parfois judicieux d'embrasser l'échelle régionale ou nationale, mieux vaut généralement lui préférer le menu des études ponctuelles.

MEXIQUE : LES ETATS ET LEURS CAPITALES



Source : Le Mexique à l'aube du troisième millénaire, IHEAL-CREDAL (CNRS), Paris, 1993, M. F. Prévôt Schapira et J. Revel-Mouroz éditeurs.

Le Mexique est si diversifié sur ses deux millions de kilomètres carrés qu'il est délicat de généraliser une observation, surtout quand il s'agit d'actualité. Ne dit-on pas qu'il existe des Mexiques plutôt qu'un Mexique ? Néanmoins, il apparaît à certains chercheurs plus facile de s'abriter "derrière" l'Histoire - au moins ne trompe-t-elle pas - plutôt que de chercher à saisir le changement, le flou, voire le déconcertant de l'actualité. Ou encore plus rassurant de privilégier l'analyse du discours politique au niveau le plus haut, celui de l'équipe gouvernementale, celui de l'Etat.

Les analyses réunies dans ce numéro relèvent d'un autre genre. Point d'exposé sur les modèles de société ou l'organisation productive. Certes, quelques considérations sur le système politique, mais toujours en relation avec l'espace, trop souvent oublié des réformateurs économiques. Pour l'essentiel, des regards portés sur des groupes ruraux observés dans les relations qu'ils ont tissées (et modifiées selon les lieux) avec le territoire qu'ils occupent. Deux études portent, toutefois, sur la ville, dans une mise en perspective de l'exode rural et de l'adaptation aux territoires urbains. Assez souvent, nous traitons du cas par cas, de ce qui caractérise les "positions", de ce qui fait que le "ici" est différent du "là bas"; bref, d'une géographie préférentiellement de niveaux local ou régional, fruit de recherches, pas toutes terminées, réalisées par un groupe de collègues sur un échantillon d'études. A cet égard, un reproche pourra nous être adressé, celui d'un éventail géographique déployé, pour l'essentiel, sur le Golfe du Mexique et le nord frontalier. Ce n'est que le fruit du hasard des localisations où se mène actuellement la recherche.

* * *

*

Mettons en mémoire quelques données. Le Mexique occupe une position stratégique de première importance, du fait de sa situation, de ses richesses minières : métaux précieux (or, argent) et pétrole (qui fait du pays un des cinq premiers producteurs mondiaux; 75% de la valeur de ses exportations, en 1990), mais aussi, sans doute, du fait du poids non négligeable de sa population. Elle était forte de 81 millions d'habitants en 1990, probablement de 83 à 84 aujourd'hui. Elle a grossi huit à neuf fois en un siècle, avec un taux d'accroissement annuel de 3%, passé à 2,5 au cours de la dernière décennie. La transition démographique est à l'ordre du jour. Bien que les statistiques restent discrètes sur la bigarrure du peuplement - tout au plus les recensements font-ils état des personnes parlant une langue indigène - on peut estimer

que la population indienne représente entre 10 et 15% de l'ensemble et les Métis, 55% environ. Mais qui se dit métis au Mexique et qui aurait la suffisance de prétendre le contraire ?

Plus important est de retenir la jeunesse de la population : 50% des habitants ont moins de vingt ans; les moins de quinze ans représentaient 42,6% en 1980, 38,3 en 1990.

Cette population se répartit d'une manière irrégulière en 31 Etats autonomes, ceux du nord et du nord-ouest étant les moins peuplés, Etats dont l'autonomie dans un cadre fédéral est plus ou moins respectée par le centralisme d'Etat, selon les liens historiques entretenus entre la province et Mexico, selon la personnalité des gouverneurs, selon les moments. Pièces constituantes des Etats, les municipales "libres" peuvent être comparés à des communes; leurs représentants sont élus au suffrage universel.

Le Mexique c'est aussi des villes. Un tiers de la population vivrait, aujourd'hui, dans des agglomérations de plus de 500 000 habitants, parmi lesquelles : Mexico (15 millions d'habitants), Guadalajara (3), Monterrey (2,5). De tels rassemblements pèsent sur l'activité économique car, dans la catégorie des personnes actives (soit entre 43 et 50% de la population totale entre 1980 et 1990), 54% vivaient de l'agriculture en 1960, 40% en 1980 et seulement 23-25% en 1990 (moins de 20% dans le District fédéral). En opposition, la population urbaine (vivant dans des localités de plus de 2 500 habitants) est passée d'un peu plus de 10%, en 1900, à 65,7%, en 1980, puis à 73-74%, en 1990. On peut avancer qu'aujourd'hui la majorité des adultes est née en ville.

Faut-il voir ce phénomène dynamique comme significatif de progrès et de bien être économique, comme révélateur d'une société en bonne santé, aux portes des Etats-Unis, qui sont son premier client et son premier fournisseur ?

Le Mexique est un pays riche, à qui la majorité de ses intellectuels dénie d'espérer obtenir une place dans le "premier monde", car c'est un pays riche qui se modernise aux coûts élevés, accélérés, d'une dérégulation de son économie et de sa société. Les 25% d'actifs toujours versés dans le secteur primaire représentent cinq millions de personnes environ. Sur cet effectif, deux sont *ejidatarios*, c'est-à-dire bénéficiaires de la Réforme agraire, moins d'un million sont propriétaires privés résidant dans la campagne et vivant de leur production et les deux millions restant louent des parcelles, contractent des métayages ou sont journaliers. Parfois, ils ne bénéficient d'aucune assise foncière.

A cette situation s'ajoute un fait nouveau : l'agriculture est essoufflée sous l'effet de la concurrence avec le grand voisin du nord et du désengagement de l'Etat, qui a décidé de supprimer les crédits à la production et de ne plus garantir le prix des récoltes. Les dernières années ont été celles de la fin du protectionnisme, du corporatisme et celles de l'adhésion inconditionnelle aux thèses libérales.

Et les effets de ces contingences s'observent tout aussi bien dans les campagnes que dans les villes entourées de ceintures de misère, villes des petits métiers, du sous-emploi et du chômage aux pieds de puissants consortiums industriels.

Si, sur le plan international, le Mexique offre une image assainie par rapport aux années 1980 - il rembourse sa dette et la Bourse de Mexico est une excellente place pour les actionnaires - les importations croissent; aujourd'hui, 20% de la consommation alimentaire est importée (blé, maïs, produits laitiers, viande, sucre). Le PIB qui, après 1986, s'était relevé pour atteindre un taux d'accroissement annuel de 4,4% en 1990, est passé à 3,6 (1991) et 2,7 (1992). Et, dans sa "modernisation" - le mot est de mode dans la sphère gouvernementale - entre enfin le TLC ou ALENA ou NAFTA (selon la langue préférentielle de chacun), signé en 1992, dont on ignore les effets sur l'économie mexicaine au cours de la prochaine décennie.

Les changements notés plus haut engendrent de nouveaux modes de vie, pas seulement alimentaires. Il s'agit d'une recomposition de la société, chaque jour plus citadine au point que l'on évoque l'urbanisation de la campagne où la ruralité s'accommoderait aujourd'hui de pluriactivités, au sens où l'activité des familles se diversifie en différents lieux parfois fort éloignés. Certains économistes, rangés dans l'opposition politique, parlent d'une fuite en avant dans un contexte de crise, marquée depuis une dizaine d'années : la "décennie perdue".

"Les enjeux sont importants : les mutations et recompositions en cours peuvent être placées à l'origine d'un ordre économique et social en gestation, inscrit à contrecourant des transformations agricoles et agraires passées. L'avenir reste encore incertain. Quel sera le sort, dans un environnement plus hostile, des paysanneries marginalisées et paupérisées, secrétées par les régimes d'accumulation passés?"

écrit Thierry Linck (1993). Ancrage, changement, mobilité ?

* *

*

Sept articles sont proposés.

Le premier s'ouvre sur une actualité douloureuse ayant pour fond l'identité maya du Chiapas, composée de ces Tzotzil, Tzeltal, Chol et autres Tajolabal que les guides touristiques incitent à visiter, là-bas, loin à l'est/sud-est de Mexico, dans les massifs forestiers qui se dressent entre l'isthme de Tehuantepec et le Yucatan. Populations indiennes aux vêtements de couleurs vives qui vendent paisiblement leur artisanat les jours de marché, à l'ombre des arcades coloniales et des couvents baroques. Ces gens se sont soulevés. En ordre. En armes.

Marielle Pepin Lehalleur explique, non pas tant le soulèvement, que la revendication démocratique qui l'accompagne. Celle-ci a à voir avec une situation de pauvreté du pays maya, maintenue par toutes les administrations qui se sont succédé, situation encore plus dégradée, récemment, par l'accélération du processus de *ganaderización*, c'est-à-dire la priorité donnée aux pâturages par les héritiers des *hacendados*, les propriétaires d'*haciendas*. Pour cultiver il ne reste plus que les pentes. A cela s'ajoutent, toujours sur le même thème, la réforme de l'article 27 de la Constitution, qui met fin à la Réforme Agraire soit, en conséquence, à la distribution de terres aux paysans, et l'entrée du Mexique dans un traité de libre commerce avec les Etats-Unis et le Canada, qui risque fort d'avoir pour conséquence l'achat d'exploitations agricoles par des étrangers.

L'article de Luc Cambrezy, "l'interminable conquête", offre simultanément une réflexion sur la gestion politique du territoire national et la présentation d'une série de concepts-clefs qui, replacés dans une perspective historique, aident à la compréhension des analyses locales qui émaillent les articles suivants. On y découvrira, notamment, de quelle manière l'Etat mexicain contrôle son territoire, pas partout, en laissant floues les limites des circonscriptions qui le maillent. Jusqu'à quand ?

Le thème de la mobilité des habitants d'un municipe est abordé par Odile Hoffmann, familiarisée avec la condition paysanne dans la région de Xalapa, capitale de l'Etat de Veracruz. Elle s'applique à démontrer que les déplacements continus entre des hameaux dispersés en montagne et un bourg situé à plus basse altitude, déplacements qui reflètent la complémentarité des activités disposées le long d'un gradient altitudinal, sont doublés par l'accès à des systèmes économiques variés qui débordent le strict cadre agricole ainsi que celui du territoire municipal. Pour l'auteur, ces deux types de mobilité doivent être considérés comme vitaux dans le maintien du peuplement en ses lieux d'habitat. Ancrage et mobilité.

Prenant un peu de champ - cette fois, l'échelle d'observation est un bassin versant -, l'auteur de ces lignes et Marielle Pepin Lehalleur

s'intéressent au dyptique formé par des municipes voisins qui n'ont pas suivi les mêmes options de développement, du fait de la nature de leur peuplement mis en place en des temps variés, à des époques marquées par des cycles économiques différents. Les uns, qui se considèrent comme détenteurs de la tradition et du territoire, sont propriétaires-éleveurs; les autres, Métis et Indiens descendus de leur montagne, se sont faits producteurs d'agrumes en profitant des terres libérées par la Réforme agraire. Les premiers perdent du terrain sauf aux abords de certains points d'appui; les seconds étendent leurs vergers et se préoccupent d'exporter leur production : deux faces de la médaille "développement" dans le Golfe du Mexique.

La mobilité à grande distance aboutissant à l'installation d'immigrants au nord du Mexique est observée par Hélène Rivière d'Arc. Après une présentation de l'espace frontalier, ponctué de *maquiladoras* et caractérisé par la rapidité de la transformation, tant du paysage industriel et urbain que des secteurs d'activité de ses habitants, l'auteur propose une analyse de l'Etat de Chihuahua et notamment de sa capitale Ciudad Juarez, en s'interrogeant sur ce que peut bien signifier "territoire" pour une population citadine de type pionnier. En effet, la mobilité géographique et la flexibilité socio-professionnelle sont fortes, accentuées par le passage quotidien de la frontière dans les deux sens. Et la variété des mouvements de main-d'œuvre se déploie sur fond d'urbanisation mouvante, faite de chantiers, de nouveaux parcs industriels, de centres commerciaux, de parkings et de terrains vagues. Mais, à cette absence de structure fixée du territoire urbain, s'oppose le contrôle exercé sur les quartiers par les industriels, les syndicats et les partis politiques. Multiplicité des espaces de références, de ceux que l'on traverse, de ceux où l'on vit et où l'on travaille, pour un temps.

C'est encore à la ville que s'intéressent José Manuel Juarez et Sonia Combani : cette fois, aux quartiers périphériques de Mexico. Les auteurs donnent à voir comment naît une ville satellite aux abords de la capitale, dans la boue et la poussière. D'abord, est-ce bien une ville ce rassemblement de bâtisses inondées après les orages et sur lequel flottent en suspension gaz et déchets d'industries ? Juarez et Combani expliquent comment on est passé d'un joli village entouré de champs irrigués à une étendue de briques sur deux mille hectares, soit ce qui s'appelle la "logique" d'expansion de Mexico. Un flot ininterrompu d'immigrants y recherche des parcelles vacantes pour s'établir. Alors, commence la tension entre vouloir vivre en ce lieu, devenir propriétaire d'une maison avec de maigres revenus, s'affronter à la spéculation et suivre la procédure administrative permettant de légaliser l'accès à une parcelle. Ancrage douloureux dans la société moderne.

La série d'articles se clôt par l'observation d'une forme particulière de contrôle du territoire, celle que les organisations

syndicales mexicaines ont exercé fermement, jusqu'il n'y a pas si longtemps, par le biais du clientélisme. Nous en avons pris connaissance dans les quartiers de Ciudad Juarez mais, ici, la dimension est autre, car il s'agit de l'ensemble des aires soumises à l'exploitation pétrolière, et donc sous contrôle du syndicat des travailleurs du pétrole, dans tout le Golfe du Mexique, de l'État du Tamaulipas à celui de Tabasco, de Tampico à Coatzacoalcos. Une échelle d'étude, à la fois régionale et locale, permet de découvrir l'étendue du réseau forgé, au cours de plusieurs décennies, par la corporation des pétroliers et, partant, de son influence dans les décisions prises en matière de mobilité de l'emploi, selon la fermeture ou l'ouverture de chantiers de prospection, l'installation d'industries pétrochimiques ou encore l'aménagement de l'espace urbain qui leur était lié. Depuis peu, l'État s'est interposé.

* *

*

Avant d'achever cette présentation, nous proposons une brève liste des principaux termes et concepts auxquels tout chercheur mexicaniste est confronté, dès qu'il s'agit de gestion du territoire et d'usage foncier. Les définitions qui suivent ont été rédigées à partir de notes fournies par Anath Ariel de Vidas et François Lartigues ainsi que de quelques lectures.

Un *municipio*, ou *municipio* (rapidement dit : l'équivalent d'une commune française, mais sa taille peut être gigantesque) se divise en *congregaciones* (sur la base d'anciens regroupements de population effectués au temps de la colonisation), elles-mêmes composées de *rancherías* (hameaux). Les limites administratives des *congregaciones* s'assimilent, dans la plupart des cas, lorsqu'il s'agit d'aires peuplées depuis longtemps, à celles des communautés indiennes qui furent dépendantes des haciendas. Placé à la tête du *municipio*, le *presidente municipal* (maire) est représenté dans les *congregaciones* par des *agentes* (agents), relayés à leur tour auprès des hameaux par les *agentes especiales* (agents "spéciaux").

Le statut de *bienes comunales* (biens communaux) s'applique aux terres restituées de droit aux communautés indiennes (*comunidades, comuneros*) ayant été en mesure de présenter des titres de propriété coloniaux. Cependant, la réforme agraire au Mexique, issue de la Révolution, donna lieu surtout aux *ejidos*, ensembles fonciers attribués par *resolución presidencial* (arrêté présidentiel) à un groupe de paysans (la loi exigeait au moins vingt chefs de famille) qui en avait fait la demande et qui, de ce fait, devenaient *ejidatarios*. Ces derniers

disposaient dorénavant des terres dans le cadre d'une exploitation individuelle ou collective (rare), terres qui provenaient généralement de la dépossession de propriétés privées n'ayant pu obtenir des *certificados de inafectabilidad* (certificats de non affectation). Les lots composant un bien communal ou un *ejido* étaient, par principe, inaliénables et ne pouvaient être hypothéqués. Ils étaient transmissibles uniquement par héritage. La réforme agraire est actuellement en passe de toucher à sa fin avec la nouvelle législation, lancée en novembre 1991, qui libéralise la tenure de la terre et clôt définitivement le processus des dotations.

Cacique : On a fait de ce mot une insulte, comme celui de koulak, repris par les agraristes. Originaire des Antilles, "cacique" a pris, dans la langue espagnole, la connotation de chef abusant illégitimement de ses droits, dans un champ où l'autorité est normalement réservée à l'Etat ou à ses représentants.

"Potentat local faisant régner son pouvoir politique par des moyens extra-légaux" (Bataillon, 1971)

rancho: terme mexicain à ne pas assimiler au ranch nord américain (exploitation d'élevage) ou, au contraire, au terme vénézuélien (rancho = bidonville). Il désigne une propriété en opposition à l'*ejido*.

Bibliographie

- BATAILLON, C., 1971, *Ville et campagnes dans la région de Mexico*, Antropos, Paris.
- GUTELMAN, M., 1971, Réforme et mystification agraires en Amérique Latine. Le cas du Mexique, coll. "*Documents et recherches d'économie et socialisme*", n°5, F. Maspero, Paris.
- HOFFMANN, O. et LINCK, T., éditeurs scientifiques, 1993, *Estudios rurales*, Trace, n°24, CEMCA, Mexico
- LINCK, T., éditeur scientifique, 1993, *Agricultures et paysanneries en Amérique latine : mutations et recompositions*, coll. "colloques et séminaires", ORSTOM, Paris.
- MONNET, J., 1994, *Le Mexique*, coll. "Géographie d'aujourd'hui", Nathan, Paris.
- MUSSET, A., 1990, *Le Mexique*, Masson, Paris.
- PISANI, F., 1992, Préface de *El Mediterraneo de las Américas*, ALFIL, n° 10, *Institut français d'Amérique latine*, Mexico
- PREVOT SCHAPIRA, M. F. et REVEL-MOUROZ, J., coordinateurs, 1993, *Le Mexique à l'aube du troisième millénaire*, Credal-CNRS, IHEAL, Paris.

Marchal Jean-Yves. (1994)

Au Mexique, le bouleversement des identités : du territoire
aux espaces de mobilité

In : Marchal Jean-Yves (ed.). Spécial Mexique. Géographie et
Cultures, (10), 3-12. ISBN 2-7384-2713-8